

## ÉDITORIAL

Durant ces trente dernières années, des utopistes ont tenu le devant de la scène dans quelques domaines : l'environnement, l'humanaire, les sciences de la vie, les relations internationales même. Mais en matière d'aménagement du territoire, si l'on excepte les zones où justement l'intervention a été limitée (réserves naturelles, littoral...) les utopies n'ont guère été à l'ordre du jour. Comme si les deux principes de cette fin de siècle "penser globalement, agir localement" et "small is beautiful" heurtaient les habitudes des aménageurs qui pourraient désormais apparaître comme les derniers tenants de l'intervention centralisatrice. Et leur boulimie de réseaux comme l'aveu de leur propre défaite devant la perte du centre.

Ce constat amer signifierait-il que l'utopie (« le lieu qui n'existe pas », de ou = non et topos = lieu) ne peut rien pour l'aménagement du territoire ou, au contraire, si en se dégageant du lieu réel, l'utopie montre la voie à d'autres pratiques d'aménagement dans lesquelles les objectifs spatiaux ne sont plus visés directement par des politiques du lieu mais à travers les conséquences localisées des diverses politiques.

Ainsi, dans un décor bouleversé par la mondialisation, où donc l'espace en premier lieu, n'est plus ce qu'il était, et face à l'instabilité des repères sur lesquels ont été bâties les certitudes technocratiques, l'utopie n'est-elle pas le meilleur éclairage de la politique, avant que la politique ne devienne elle-même une utopie.

Aménagement et Nature